

CPAS : institution indispensable dans une société en déséquilibre.

Notre belle entité de Namur couvre 175 km² ce qui donnerait une densité de population d'un citoyen tous les 1,55 m² et la croissance démographique à Namur est en augmentation. Un certain nombre de problèmes surviennent inmanquablement et il appartient au monde politique de les gérer afin d'optimiser le vivre ensemble. Il s'agit là d'un beau challenge qui permettrait de faire mentir les paroles d'une chanson de Mylène Farmer : « Tout est chaos, abîmé, génération désenchantée... ».

Parmi les problèmes existants, la détresse socio-professionnelle engendre un grand nombre de demandes d'assistance auprès du CPAS et le phénomène s'accroît d'année en année. La difficulté est d'utiliser au mieux les ressources disponibles en restant dans les balises d'une aide qui soit juste et non discriminatoire. Il s'agit d'argent public, forcément alimenté par les impôts, taxes et cotisations diverses prélevés sur le salaire ou la pension de toutes celles et ceux qui travaillent ou ont travaillé. Il est donc primordial de ne pas gaspiller, d'éviter les abus et de contrôler la pertinence des demandes.

C'est précisément sur ce dernier point que mon collègue, Dimitri DELECAUT et moi-même, consacrons une énergie pugnace et percutante afin de rester dans les clous d'une vraie (ré)insertion sociale et de ne pas dilapider les deniers publics.

L'aide sociale n'est pas forcément l'apanage des partis de gauche, il y va de la bonne santé d'une société. Et la dignité humaine c'est à la fois de ne laisser personne au bord du chemin mais aussi de susciter un sentiment de reconnaissance de la part de celui que l'on a aidé à se relever. L'aide sociale ce n'est pas non plus d'installer un demandeur dans le confort d'une assistance financière sans le stimuler à se donner les moyens de sortir de cette aide ou tout au moins à valoriser ce qu'il pourrait apporter en contrepartie de l'appui qu'il reçoit.

Vous l'aurez compris, les partis de gauche en majorité au CPAS de Namur, présentent une énorme tolérance envers les demandeurs, privilégient l'assistanat au détriment de l'éducation et manquent de vigilance par rapport aux excès. Et oui, le MR peut être social lui aussi mais davantage pour aider à sortir de l'aide octroyée par le CPAS que pour y rester.

Certes, le manque d'assistantes sociales est une complication supplémentaire, puisque celles-ci doivent analyser trop de dossiers sous l'angle de la réglementation fédérale et décider de leur suivi.

Dimitri et moi, nous poursuivons ardemment notre travail de défense des valeurs du MR parce qu'outre l'aide aux personnes défavorisées il s'agit aussi de valoriser celles et ceux qui travaillent et de faire en sorte qu'un plus grand différentiel existe entre une personne qui se consacre avec motivation à sa carrière professionnelle ou travaille pour gagner sa vie et une autre qui mise sur la pérennité de l'aide financière qui lui est octroyée.

Anne BASTIN-VANBRABANT, Conseillère CPAS de Namur.